

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/491

11 février 2002

(02-0661)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LES MEMBRES LORSQU'IL S'AGIT DE FAIRE DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS ET SÉMINAIRE PRÉVU SUR LES SUBVENTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS

Réponses aux questions du document G/SCM/W/473
du 18 décembre 2001

Document présenté par les Communautés européennes

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 février 2002.

B. QUESTIONS CONCERNANT LES DIFFICULTÉS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION

Question n° 1

L'administration de votre pays manque-t-elle de ressources lorsqu'il s'agit de faire les notifications concernant les subventions? Dans l'affirmative, quels sont les principaux obstacles? La difficulté tient-elle principalement au *nombre* insuffisant de fonctionnaires chargés des notifications ou tient-elle davantage au fait qu'ils manquent de *formation*?

Réponse

Les CE doivent faire face à certaines contraintes qui concernent le nombre des fonctionnaires (plutôt que leur formation), mais le principal problème tient au fait que le personnel responsable a d'autres priorités pressantes. Les CE considèrent toutefois que la présentation de notifications est importante et elles y consacrent les ressources nécessaires.

Question n°2

Compte tenu de votre réponse à la question précédente, si le modèle de questionnaire pour les notifications pouvait être simplifié, l'administration de votre pays serait-elle mieux en mesure de faire les notifications requises concernant les subventions?

Réponse

Cela ne ferait pas de différence notable.

Question n°3

Lorsque vous mettez en balance l'utilité pour l'administration de votre pays de disposer du modèle le plus simple possible et la nécessité d'être en mesure de comprendre les notifications des autres Membres lorsque vous les examinez, dans quelle mesure pourrait-on simplifier le modèle sans nuire à la transparence?

Réponse

De notre point de vue, il ne faut pas nuire à la transparence en simplifiant à l'excès le modèle de notification. Celui-ci doit fournir tous les renseignements dont ont besoin les Membres pour cerner le système, comprendre la façon dont il fonctionne et qui sont les bénéficiaires, ainsi que pour évaluer ses effets potentiels sur le commerce. L'objectif ne devrait pas être de réduire la quantité des renseignements devant être notifiés, mais uniquement de simplifier leur présentation.

Question n°4

S'agissant du modèle de notification en tant que tel et des notions sur lesquelles il repose, telles qu'elles sont énoncées dans les trois premiers articles de l'Accord SMC, d'après l'expérience de l'administration de votre pays, les personnes chargées de faire les notifications éprouvent-elles des difficultés à comprendre les prescriptions en raison des termes employés dans l'Accord pour définir "subvention", "spécificité", etc.? Par exemple, ces personnes pensent-elles que les subventions revêtent uniquement la forme de dons en espèces et qu'elles ne comprennent pas le manque à gagner attribuable à des incitations fiscales ou tarifaires? Pourrait-on donner des explications dans le modèle de questionnaire pour définir plus clairement la portée des mesures qui doivent faire l'objet d'une notification? Comment ces explications pourraient-elles être libellées?

Réponse

Nous ne sommes pas confrontés à de telles difficultés.

Question n°5

L'administration de votre pays éprouve-t-elle des difficultés de manière générale en raison des prescriptions de forme du questionnaire pour les notifications? En particulier, l'administration de votre pays dispose-t-elle déjà de renseignements qui permettraient de répondre au questionnaire pour les notifications sur le fond, mais qui ne correspondent pas au modèle? Dans l'affirmative, quelles sont les difficultés particulières auxquelles se heurte l'administration de votre pays lorsqu'elle cherche à présenter les renseignements suivant le modèle prévu? Si les renseignements étaient notifiés dans leur forme actuelle, pourraient-ils néanmoins être rapprochés des éléments de données figurant dans le questionnaire concernant les subventions?

Réponse

Les prescriptions de forme actuelles ne posent pas de problèmes majeurs aux CE.

Question n°6

Lorsqu'elle examine les notifications d'autres Membres, l'administration de votre pays serait-elle gênée si elle devait examiner des renseignements qui ne sont pas présentés de la manière prévue dans le questionnaire concernant les subventions, mais qui correspondent de

manière générale aux éléments de fond du questionnaire? Dans quelle mesure est-il important que ces renseignements soient présentés suivant le modèle prévu?

Réponse

La manière dont la notification est présentée devrait permettre de procéder à un examen constructif des renseignements devant être exigés. Bien que ce résultat puisse également être atteint en s'écartant du modèle convenu (par exemple en faisant référence dans une rubrique à un passage clairement identifié figurant dans une autre rubrique), il conviendrait d'apporter un soin suffisant à la présentation des renseignements. Ainsi, une simple notification de la législation pertinente ne serait pas suffisante.

Question n°7

L'administration de votre pays fournit-elle des renseignements sur ses programmes de subventions ou d'incitations sur des sites Web officiels? Dans quelle mesure la notification des subventions serait-elle simplifiée si les renseignements pouvaient être communiqués dans leur forme actuelle? En tant que personne chargée d'examiner les notifications, de quelle manière devrait-on limiter à votre avis le remplacement des questionnaires concernant les notifications complètes par des renseignements provenant de sites Web? La référence à des sites Web compléterait-elle utilement les renseignements de fond communiqués dans une notification?

Réponse

La référence à des sites Web pourrait sans aucun doute être un complément utile pour ce qui est des renseignements sur la base juridique et le fonctionnement du système. Ces renseignements devraient toutefois être reproduits *in extenso* dans un document de l'OMC. Une simple référence serait insuffisante puisque les sites Web sont, par définition, sujets à modifications. Une telle approche pourrait faire naître des incertitudes quant à savoir quels sont exactement les renseignements devant être examinés.

Question n°8

S'agissant de la règle générale 6, qui dispose que la notification de subventions accordées "pour des produits ou secteurs spécifiques" sera structurée par produit ou secteur, celle-ci pose-t-elle des difficultés à l'administration de votre pays lorsqu'elle notifie des subventions qui sont accordées de manière horizontale, plutôt que pour des produits ou secteurs spécifiques? Quelles sont les étapes et les difficultés particulières liées à la préparation de renseignements par produit ou secteur pour des subventions accordées de manière horizontale?

Réponse

Lorsque des subventions sont accordées de manière horizontale, elles ne sont en principe pas susceptibles d'être présentées par produit ou par secteur. En fait, elles sont souvent présentées uniquement pour des raisons de transparence. Lorsque des subventions sont accordées par secteurs ou produits, elles sont en principe répertoriées comme telles dans les notifications de la CE et de ses États membres.

Question n°9

Cette règle pose-t-elle des problèmes lorsqu'il s'agit de notifier des subventions qui sont ciblées sur un produit ou un secteur spécifique (par exemple certaines subventions agricoles)?

Réponse

Non.

Question n°10

Si la règle générale 6 était reformulée de manière à se rapporter aux subventions "accordées en fonction de produits ou secteurs spécifiques", cela contribuerait-il à résoudre cette difficulté? (L'idée consisterait à préciser qu'il faut fournir des renseignements sur les programmes, plutôt que des renseignements sur un produit ou un secteur spécifique, lorsque les subventions sont accordées de manière horizontale, tandis que les subventions accordées pour des produits ou secteurs spécifiques continueraient à être notifiées en tant que telles.)

Réponse

Nous serions disposés à examiner cette possibilité.

Question n°11

Cette reformulation poserait-elle des difficultés en ce qui concerne l'examen des notifications concernant les subventions et, dans l'affirmative, quelles seraient ces difficultés?

Réponse

Nous ne voyons pas de problèmes majeurs.

Question n° 12

Dans quelle mesure l'obligation générale de fournir des données statistiques sur les effets des subventions notifiées sur le commerce (première phrase du point 9) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Réponse

Bien que cette obligation soit souvent difficile à satisfaire, en particulier dans le cas des subventions accordées de manière horizontale, selon notre expérience, elle n'entrave ou ne retarde généralement pas la présentation des notifications concernant les subventions.

Question n° 13

Dans quelle mesure la nécessité de rassembler le genre de données statistiques dont il est question aux points 9 a) et 9 b) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Réponse

Même réponse qu'à la question 12. Si de telles données sont de toute façon disponibles, il est en principe facile de fournir celles qui correspondent à différentes périodes.

Question n°14

Dans quelle mesure les données statistiques relatives aux subventions des autres Membres sont-elles importantes aux fins de l'examen, par l'administration de votre pays, des

notifications concernant les subventions? Ces prescriptions en matière de notification pourraient-elles être assouplies d'une manière ou d'une autre? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Réponse

Lorsque de telles données peuvent être fournies, elles peuvent avoir une importance considérable dans le processus d'examen.

Question n°15

L'administration de votre pays a-t-elle constaté, en préparant les notifications concernant les subventions, qu'il existe un chevauchement ou une redondance notionnels en ce qui concerne certains des éléments d'information dans leur forme actuelle?

Réponse

Non.

Question n°16

Si l'administration de votre pays estime qu'il y a chevauchement, comment celui-ci pourrait-il être supprimé? Quelles sont les améliorations d'ordre rédactionnel qui pourraient être apportées pour préciser la marche à suivre dans ce genre de situation, tout en maintenant les prescriptions de fond de l'article 25 sur lesquelles s'appuie le questionnaire?

Question n°17

L'obligation de fournir des renseignements sur l'objectif général ou l'objet de la subvention, son fondement et la législation en vertu de laquelle elle est accordée, ainsi que sur les bénéficiaires et les modalités suivant lesquelles elle est accordée, soulève-t-elle des difficultés importantes pour l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications concernant les subventions? Comment ces prescriptions pourraient-elles être simplifiées?

Réponse

Elles ne posent pas de difficultés.

Question n°18

L'obligation de fournir des explications lorsqu'un élément d'information particulier ne peut être communiqué pose-t-elle des difficultés particulières à l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications? Dans l'affirmative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en préservant la teneur?

Réponse

Cela ne pose pas de difficultés particulières.

Question n°19

Le point 7 du questionnaire concernant les subventions (renseignements sur le montant des subventions accordées) laisse-t-il à l'administration de votre pays une marge de manœuvre

suffisante pour que celle-ci soit en mesure de notifier ces renseignements sans difficulté indue? Dans la négative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en en préservant la teneur?

Réponse

La formulation actuelle laisse une marge de manœuvre suffisante.
